

Appel au 1er octobre

24 septembre 2024

Depuis des années, tout le monde s'accorde pour dire que la première préoccupation des Français est le pouvoir d'achat.

Alors que les services publics, à commencer par l'hôpital et l'école, sont gravement en danger, on nous promet une nouvelle et violente politique de baisse des dépenses publiques.

Les politiques concernées, telles que le travail, la santé, l'éducation, la recherche, l'environnement, devraient pourtant être des priorités absolues !

Partout sur le territoire, les consommateurs/usagers se mobilisent sous diverses formes pour exprimer et porter leurs revendications en termes de niveau de pensions, et salaires.

Malgré un contexte de crise politique, sociale, économique et démocratique, l'heure n'est ni à l'abattement, ni à la résignation et encore moins au repli sur soi.

Seul un rapport de force massif sera de nature à répondre aux exigences de changement et de progrès social !!

Ajoutons à cela, les différentes réformes des retraites qui n'ont eu pour objectif que de faire baisser le montant global des pensions pour faire des économies budgétaires.

Alors que 2,9 millions de retraité·es touchent moins de 1000 € par mois dont 74 % de femmes et que 55 % des 17 millions de retraité·es sont en dessous du Smic actuel :

La question du pouvoir d'achat est urgente et il n'est pas question que nos salaires et pensions ne suivent pas les prix alors que les dividendes explosent !

Indecosa-cgt revendique un véritable ministère de la consommation qui permette :

- D'informer les consommateurs, les usagers

- De défendre les consommateurs avec de véritables moyens de contrôles à la DGCCRF
- De donner les moyens aux associations de consommateurs de remplir leurs missions

Indecosa-cgt revendique du gouvernement de :

- Baisser la tva sur les produits de première nécessité
- Baisser les prix sur toutes les énergies
- Engager des moyens pour la rénovation énergétique
- Permettre l'accès à l'alimentation, le logement, la santé pour toutes et tous

INDECOSA-CGT est avec les travailleur-euses pour manifester

LE 1^{er} OCTOBRE 2024